

MÉMOIRE D'AVENIR

— LE MAGAZINE DES ARCHIVES NATIONALES — N° 61 — JANV.-MARS 2026

L'événement

LES ARCHIVES NATIONALES
AU FÉMININ PLURIEL



Grand témoin

Zahia Ziouani: « *Le classique,
une culture populaire au sens
noble du terme* »

Notre histoire

Des espaces de lecture
physiques et virtuels
pour le **xxi^e** siècle



Marie-Françoise Limon-Bonnet,
directrice des Archives nationales

Édito

En 2026, nous vous invitons à parcourir les chemins archivistiques de Paris à Pierrefitte, de Pierrefitte à Paris... Des chemins à découvrir via notre carte de vœux animée, conçue à partir de la carte de France de Cassini, qui fera l'objet d'une grande exposition en automne.

Cette nouvelle année sera riche en temps forts ! Ils révéleront quelques-uns des trésors dont les Archives nationales ont la garde. Lorsque l'exposition *Faux et faussaires* fermera ses portes, le 2 février – un succès sans précédent en nombre de visiteurs –, place sera faite au testament de Napoléon, puis à l'histoire de la relation entre « La Fayette et l'Amérique » (le 250^e anniversaire de l'Indépendance américaine sera fêté le 4 juillet 2026), à la carte de Cassini, véritable « encyclopédie du territoire », à la photographie au cœur de l'exposition universelle de 1867 et à la santé au travers d'un siècle de campagnes de prévention. Enfin, ce numéro de *Mémoire d'avenir* qui couvre le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, met à l'honneur les professionnelles des archives. Des premières conservatrices nommées à des postes clés à notre invitée, la cheffe d'orchestre Zahia Ziouani, en passant par « mademoiselle Saunier, brocheuse de registres », découvrez l'histoire des femmes aux Archives nationales et l'écriture de l'histoire des femmes grâce aux archives : au féminin pluriel, cela s'entend !

À toutes et à tous,
bonne et heureuse année 2026 !

Découvrez notre carte de vœux animée :



Directrice de la publication : Marie-Françoise Limon-Bonnet. Directrice de la Communication et du Mécénat : Valérie Abrial. Rédactrice en chef : Nesma Kharbache. Comité de rédaction : Pauline Berni, Violaine Challéat-Fonck, Gabrielle Grosclaude, Frédérique Hamm, Nesma Kharbache, Marie-Françoise Limon-Bonnet, Sabine Meuleau, Clothilde Roullier, Thomas Van de Walle. Contributeurs : Christophe Barret, Magalie Bonnet, François-Xavier Bullot, Sarah Hamidou, Anne Le Foll, Stéphanie Marqué-Maillet, Benoît Morant, Céline Parcé, Pascal Riviale, Anne Rousseau, Clothilde Roullier, Natacha Villeroy, département de l'Image et du Son. Conception graphique : Citizen Press. Maquettiste : Claudia Sobrecases. Illustration de couverture : photomontage. Impression : Merico. Dépôt légal : janvier 2026. ISSN : 2108-2421. Reproduction, intégrale ou partielle, des textes et des illustrations des Archives nationales autorisée sous réserve de l'accord de la rédaction. Contact : communication.archives-nationales@culture.gouv.fr.

Sommaire

03

Échos des Archives

06

L'événement



Du côté des pionnières : les Archives nationales au féminin pluriel

09

En coulisses



Cinq femmes, cinq destins d'archivistes

12

Fonds & collections



Célèbres ou anonymes : sur les traces des femmes dans les archives

• *Hôpital des Quinze-Vingts : sept cents ans d'histoire des aveugles et de l'ophtalmologie*

15

Passerelles

Soutien à la recherche : une bourse pour faciliter la découverte et l'accès aux sources

16

Grand témoin

Zahia Ziouani : « *Le classique, une culture populaire au sens noble du terme* »

18

Notre histoire

Consultation des archives : des espaces de lecture physiques et virtuels pour le XXI^e siècle

20

Lire, écouter, voir

À ne pas
manquer

DERNIERS JOURS

Exposition *Faux et faussaires, du Moyen Âge à nos jours*



Plus que quelques jours pour démêler le vrai du faux et démasquer les faussaires ! Au fil de leur exposition *Faux et faussaires, du Moyen Âge à nos jours*, les Archives nationales dévoilent des histoires – vraies et surprenantes – de fausse monnaie, faux papiers, faux chocolat ou fausses nouvelles...

► **DATES** : jusqu'au 2 février 2026 (entrée libre). Lundi-vendredi de 10 h à 17 h 30 ; samedi-dimanche de 14 h à 19 h. Fermeture le mardi.
► **LIEU** : 60, rue des Francs-Bourgeois - 75003 Paris.

Le mot de l'archiviste

« RÉCOLEMENT »

Vous vous souvenez peut-être, dans la BD *Gaston Lagaffe*, que son chef l'envoie chercher un document à la « documentation », ce qui lui prend un temps fou. D'évidence, ce fonds aurait besoin d'un bon récolement !

Le récolement est une opération menée dans les archives, les musées et les bibliothèques. Il consiste à vérifier que l'inventaire des collections correspond bien à la réalité des documents et objets conservés en magasin.

Aux Archives nationales, les agents de la Régie des fonds contrôlent, jour après jour, chaque magasin. Équipés de tablettes et douchettes électroniques, ils constatent, étagère par étagère, que les cartons, boîtes, registres ou rouleaux ont bien la taille, la localisation et le positionnement indiqués dans leur logiciel. Toute anomalie est dûment corrigée.

Un travail long et minutieux, mais indispensable pour tout retrouver !

« LES NUITS DE LA LECTURE » Le programme des Archives nationales

Pour les 10^{es} Nuits de la lecture, les Archives nationales – qui exposent le testament de **Victor Hugo** – mettent à l'honneur le grand homme. Les textes lus évoqueront la mort, thème qui ponctue l'œuvre de l'écrivain. Un détour par le spiritisme, très en vogue au XIX^e siècle, apportera un peu de suspense. Les lectures se dérouleront à l'hôtel de Soubise et dans la bibliothèque historique, lieux propices à l'imaginaire. À la lecture : la comédienne Françoise Henry et les élèves du collège Jean-Vilar de La Courneuve

(Seine-Saint-Denis), accompagnés de la metteuse en scène Virginie Barreteau.

Un programme concocté par les Archives nationales et la Société des gens de lettres, dont Victor Hugo fut l'un des membres fondateurs.

► **DATE** : 24 janvier 2026 (16 h-20 h).
Gratuit sur réservation : bibliotheque.archives-nationales@culture.gouv.fr
► **LIEU** : 60, rue des Francs-Bourgeois - 75003 Paris.
► **À NOTER** : accès libre à l'exposition *Victor Hugo, le testament* jusqu'à 20 h.

Abonnez-vous ! Et recevez gratuitement chez vous, *Mémoire d'avenir*, le journal des Archives nationales

PAR COURRIER

Prénom :
Nom :
Organisme : Fonction :
Adresse postale :
Code postal : Ville :
Mél :

☐ J'accepte de recevoir les courriels des Archives nationales

À RETOURNER À :

Archives nationales - Direction de la Communication et du Mécénat
59, rue Guynemer - 90001 - 93383 Pierrefitte-sur-Seine Cedex

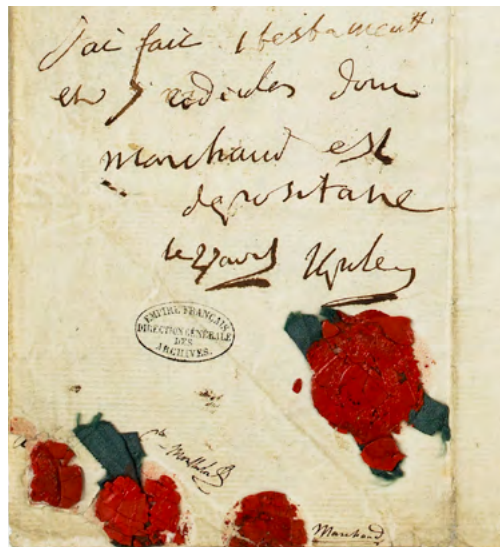
EN LIGNE



EXPOSITION « LES REMARQUABLES »

Le testament de Napoléon I^{er},
l'espérance et la gloire

Sainte-Hélène, le 5 mai 1821. À quelques heures de sa mort, Napoléon I^{er} prononce ces derniers mots : « À la tête de l'armée ». À moins que ce ne soit : « France... mon fils... armée... » ? Les témoignages divergent. Ce qui est avéré, c'est ce que l'empereur déchu a couché sur le papier. Du 15 au 27 avril, gravement malade, il rédige son testament, célèbre pour cette dernière volonté : « Je désire que mes cendres reposent sur le bord de la Seine au milieu de ce peuple français que j'ai tant aimé. » Une poignée de mots passés à la postérité, pour un document pourtant composé de 58 pages, où toute l'histoire de sa vie réapparaît. Au centre d'enjeux financiers, politiques et diplomatiques durant près de quarante ans, le parcours de ce manuscrit est à l'image de son auteur, extraordinaire. D'abord conservé plus de trente ans en Angleterre, le testament de Napoléon I^{er} trouve enfin sa place parmi les documents emblématiques de l'histoire de France. À l'automne 1860, il entre dans l'Armoire de fer des Archives nationales. Le public a choisi ce document pour le sixième volet du cycle d'expositions « Les Remarquables ».



▲ À la quatrième page de ses instructions, Napoléon indique à ses exécuteurs testamentaires : « J'ai fait 1 testament et 7 codicilles dont Marchand est dépositaire. Le 27 avril. Napoléon » (AE/I/13/21/i). © Archives nationales de France

► **DATES** : 4 mars-29 juin 2026 (entrée libre).

Du lundi au vendredi de 10 h à 17 h 30 ; samedi et dimanche de 14 h à 17 h 30. Fermeture le mardi.

► **LIEU** : 60, rue des Francs-Bourgeois - 75003 Paris.

OUTRE-MER
Il y a 80 ans, la
départementalisation

19 mars 1946 : la Guadeloupe, la Martinique, La Réunion et la Guyane deviennent des départements français. La loi n° 46-451 met un terme à leur statut de colonies, les plus anciennes de la France. Quatre élus emblématiques des territoires ultramarins – Aimé Césaire et Léopold Bissol (Martinique), Gaston Monnerville (Guyane) et Raymond Vergès (La Réunion) – portent cette loi de départementalisation. Avec cette intégration pleine et entière, les nouveaux départements bénéficient désormais des mêmes lois que l'Hexagone. Comme pour toutes les lois, les Archives nationales en conservent l'original (cote C//15303).

THÉÂTRE
Sur les traces de
Germaine et Sarah, en 1943

© DR

Le 27 janvier, date anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz, est désormais la Journée de la mémoire des génocides et de la prévention des crimes contre l'humanité. À cette occasion, les Archives nationales accueillent le spectacle *Germaine et Sarah 1943* proposé par le théâtre public de Montreuil - Centre dramatique national, dans le cadre de sa saison itinérante. Mis en espace par Eva Doumbia, ce spectacle repose sur la correspondance échangée, en 1943, par Sarah Rotmentz et Germaine

Guillot, deux amies originaires d'Elbeuf, en Normandie. Sarah, alors internée à Drancy et à Beaune-la-Rolande, est ensuite déportée sans retour au camp d'extermination de Sobibór, le 25 mars 1943. Les Archives nationales ont identifié dans leurs fonds des documents qui relatent l'histoire de Sarah Rotmentz,

notamment dans les archives des anciens combattants et du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale. Des reproductions de ces documents seront présentées dans une exposition mobile qui accompagnera la tournée du spectacle, en Seine-Saint-Denis.

► **DATE** : 23 janvier 2026, à 13 h 45 (réservations : explorepairs.com).

► **LIEU** : 59, rue Guynemer - 93383 Pierrefitte-sur-Seine.

► **Informations
sur la tournée**





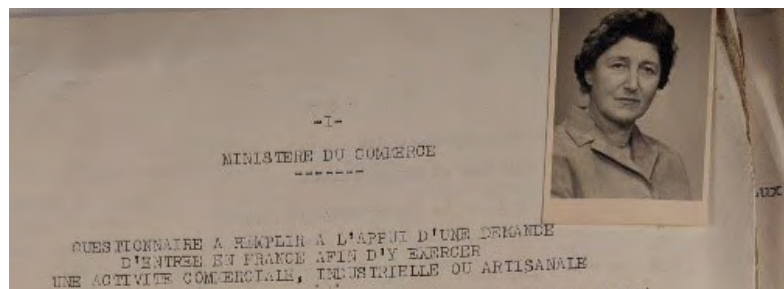
ZOOM SUR... Le parcours des commerçantes étrangères entre 1943 et 1965

À partir du milieu des années 1930, tout étranger voulant exercer une activité commerciale, industrielle ou artisanale en France devait demander une carte de commerçant. La majorité des 3908 dossiers instruits par le ministère du Commerce et conservés aujourd'hui concernent des hommes. **Seuls 210 portent sur des femmes, soit 5,4 % des demandes, entre 1943 et 1965.** Minoritaires, mais précieuses, ces trajectoires féminines révèlent la diversité des rôles : commerçantes, artisanes, associées à l'activité

familiale, cogérantes ou cheffes d'entreprise... Ce corpus met en lumière l'histoire des migrations, l'insertion économique des étrangers et la contribution, trop souvent méconnue, des femmes à ces parcours. Les Archives nationales mettent en ligne l'inventaire de ces demandes de carte de commerçant. Chaque dossier comprend un formulaire administratif, un questionnaire rempli par l'intéressé, des échanges avec l'administration et, parfois, une photographie d'identité.

▼ Extrait du questionnaire rempli en 1960 par Aline Forster, veuve luxembourgeoise de 53 ans, gérante d'une Sarl (20250401/3, dossier n° 82). © Archives nationales de France

► Consulter
l'inventaire :



FONDS MONIQUE ELEB Le dialogue de l'architecture et de la sociologie

Psychologue et sociologue, Monique Eleb (1945-2023) s'était spécialisée dans l'analyse des modes de vie, de l'habitat et de son architecture. Elle enseigna à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Villemin, puis à l'École nationale supérieure d'architecture Paris-Malaquais, dont elle fut l'une des fondatrices. Monique Eleb est notamment reconnue pour ses travaux sur la relation entre habitat et évolution de la perception de l'espace privé au fil du temps. Ses archives contribuent à mieux comprendre son propre travail de recherche et, plus largement, l'évolution de l'enseignement de l'architecture en France.



©DR

► Consulter l'inventaire :



Le
saviez-
vous ?

Pinte, chopine ou mètre étalon ? Les Archives mesurent l'histoire

Boisseau, litron, pinte, chopine, poisson, toise, litre, décalitre, kilogramme, mètre... Des objets très usuels en laiton, étain, cuivre ou bois sont conservés dans les réserves du musée des Archives nationales. Ils illustrent le passage entre les systèmes de mesure de l'Ancien Régime et le nouveau système métrique décimal, né sous la Révolution. En effet, la fin de l'Ancien Régime voit coexister **près de 800 unités de poids et de mesure, en France!** Chaque corps de métier a son type de mesure : le boisseau pour les matières sèches, le poisson pour les liquides, le pied du roi pour les longueurs... Ces unités varient d'une région à l'autre. En 1789, les cahiers de doléances dénoncent cette diversité. Ils réclament « *un roi, une loi, un poids et une mesure* ».

La nuit du 4 août 1789 abolit le privilège d'étalonnage et ouvre la voie à la réforme des poids et mesures. En 1795, est adopté le système métrique basé sur le mètre et le kilogramme. Le Bureau des poids et mesures dépose les nouvelles mesures aux Archives de la République, le 7 juin 1798. Quant aux étalons prototypes du mètre et du kilogramme, en platine, ils sont rangés, le 22 juin 1799, dans l'Armoire de fer, aujourd'hui aux Archives nationales (*lire Mémoire d'avenir n° 56*).



© Archives nationales de France

HISTORIA

Tous les mois, retrouvez-nous sur le site www.historia.fr et découvrez des documents mal ou peu connus, commentés par un agent des Archives nationales.



DU CÔTÉ DES PIONNIÈRES

Les Archives nationales au féminin pluriel



◀ Novembre 1939 – Alors que la France est entrée en guerre contre l'Allemagne nazie, deux archivistes évacuent des documents des Grands Dépôts par une glissière installée dans les escaliers de l'hôtel de Soubise. © Archives nationales de France

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, le 8 mars, *Mémoire d'avenir* relate l'arrivée des femmes à des postes clés des Archives nationales. Une féminisation qui s'amplifie tout au long du ^{xx}e siècle dans cette institution créée en 1790.

Par Yann Potin, chargé de mission pour l'enrichissement des fonds



▲ 1977 - Des archivistes dans leur bureau encombré de boîtes d'archives.
© Archives nationales de France

En français, le mot « archives » – que ce soit l'ensemble documentaire et patrimonial ou l'institution territoriale ou nationale – est résolument un féminin pluriel ! Il aura pourtant fallu attendre plus de deux cents ans pour voir des femmes à la tête des services centraux : Christine Pétilat à la direction du Centre des Archives contemporaines entre 1995 et 2008, Martine Cornède à celle du Centre des Archives d'outre-mer entre 1995 et 2014, Marie-Paule Arnaud (1946-2015) à la direction du Centre historique des Archives nationales entre 1997 et 2004, avant que Martine de Boisdeffre ne devienne directrice des Archives de France, en 2001. Depuis février 2007, et l'intégration

des Archives nationales à la direction générale des Patrimoines du ministère de la Culture en tant que « service à compétence nationale », la direction a été, la plupart du temps, assumée par des femmes : Isabelle Neuschwander, Agnès Magnien, Françoise Banat-Berger jusqu'en 2019, avant que l'actuelle directrice, Marie-Françoise Limon-Bonnet, ne succède en 2025 à Bruno Ricard. Si le féminin des Archives nationales ne s'est incarné qu'après deux siècles au niveau de la direction, l'accès des femmes à des postes à responsabilités – comme cheffes de section ou de département – s'avère heureusement bien antérieur. Ainsi, en 1984, Lucie Favier (1932-2003) devenait-elle secrétaire

1994 - Levée des scellés sur le camion qui livre les « fonds de Moscou » aux Archives nationales.
© Archives nationales de France



générale des Archives nationales. De longue date, des femmes dirigeaient certains départements, avec une mention spéciale pour celui des Archives privées. Dès sa formation en 1949, Suzanne d'Huart (1923-2003) a été responsable de la sous-section consacrée aux archives familiales.

D'une guerre à l'autre, les femmes aux manettes

À l'instar de bien d'autres professions, il faut attendre la fin des années 1920 pour que des femmes puissent être recrutées comme archivistes et, bientôt, conservatrices à part entière. Cette féminisation de la profession, sensible concomitamment dans les rangs de l'École nationale des chartes, est une conséquence directe de la Première Guerre mondiale : réquisition des hommes sur le front, puis déficit de personnel masculin dans tous les secteurs d'activité en raison des pertes militaires. En 1927, Yvonne Bezard (1893-1939) fut ainsi la première chartiste à intégrer les Archives nationales. Après Madeleine Dillay (1894-1977) en 1928, puis Jeanne Vieillard (1894-1979) en 1930 – l'illustre cofondatrice de l'Institut de recherche et d'histoire des textes en 1937 –, le recrutement des femmes devient peu à peu régulier aux Archives nationales. Nombre de ces pionnières se consacrent à l'inventaire de fonds d'Ancien Régime, comme celui du Parlement ►



▲ Janvier 2024 - Une équipe organise la réception des archives photographiques du quotidien *Libération*, à Pierrefitte-sur-Seine. © Rémi Champseit/Archives nationales de France

► de Paris. À relever, le parcours de Jacqueline Mady (1905-1970) qui dirige, dès 1947 et jusqu'à son décès brutal, la Section contemporaine. Elle en fait un véritable laboratoire de collecte et point de coordination des « missions » d'archives au sein des administrations centrales et des ministères. Plusieurs de ces femmes, telles Jacqueline Chaumié (1904-1978) et Édith Thomas (1909-1970), à la bibliothèque des Archives (lire page 10), participent activement à la Résistance. Après 1945, la présence des femmes à l'hôtel de Soubise devient la règle et, bien souvent, un vecteur d'innovation et de modernisation des Archives nationales. C'est le cas avec Régine Pernoud (1909-1998), qui crée le premier service pédagogique patrimonial dans les années 1950. Défrichée par ces pionnières et bien d'autres, la voie est désormais grande ouverte aux femmes. Aujourd'hui, elles représentent 50,3 % de l'effectif des Archives nationales, tous métiers confondus. Une parité parfaite! ◆



Le mot de l'archiviste

Lili Willefert,
archiviste itinérante au Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Loire-Atlantique, autrice d'un mémoire sur *La Féminisation des professions de la documentation et du patrimoine. Les femmes archivistes (1906-1990)*

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les femmes commencent à accéder aux enseignements secondaires et supérieurs. En 1861, pour la première fois, une femme obtient son baccalauréat. À partir de 1863, l'université de Lyon accueille des étudiantes. Ces jeunes diplômées sont issues d'un milieu bourgeois et cultivé. À l'École des chartes, créée en 1821 et principale formation d'archiviste à cette époque, les femmes disposent d'un bagage culturel et scientifique très solide, à l'égal de leurs camarades masculins. Elles figurent parmi les élèves les plus doués : entre 1920 et 1945, 28 étudiantes obtiennent des prix qui récompensent les meilleurs étudiants. À partir des années 1920, elles investissent les métiers des archives. Les deux premières archivistes dont j'ai trouvé la trace sont Madeleine Dillay et Jeanne Vieillard, diplômées en 1923 et 1924.



► Lire le mémoire :

▼ 2024 - Traitement des archives du journal *Libération* dans les réserves.
© Christelle Bordesoules/Archives nationales de France

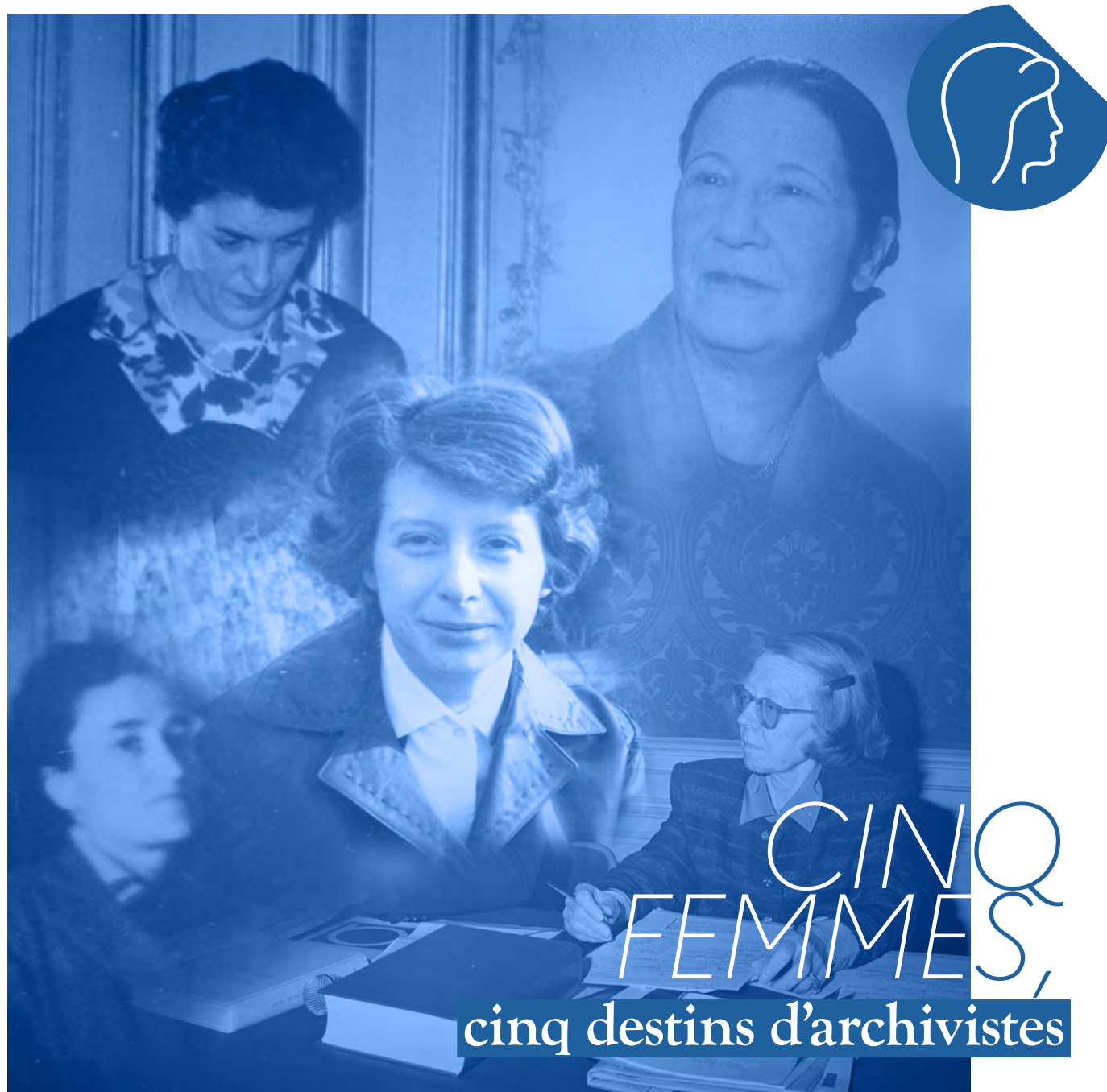


À
savoir

La première de toutes

«Mademoiselle Saunier», toute première femme employée de manière durable aux Archives nationales, se voit confier le métier de brocheuse et fileuse de registres et de livres. Elle remplit cette fonction entre 1863 et 1867*. Une fonction par la suite, et jusqu'à nos jours, régulièrement occupée par des femmes dans les divers ateliers de restauration des Archives nationales.

* Thèse de Lucie Moruzzis, restauratrice-relieuse aux Archives nationales, sur *l'histoire des pratiques de conservation et de reliure* (2023 ; pages 167-168).
<https://theses.hal.science/tel-04273990>



CINQ FEMMES, cinq destins d'archivistes

Dans les années 1940 à 1960, les femmes commencent à prendre toute leur place aux Archives nationales. Déterminées et fines négociatrices, ces archivistes font preuve d'innovation dans le traitement des documents. Elles ont inspiré leurs collègues féminines qui, aujourd'hui, représentent plus de 63 % de l'ensemble des archivistes de l'institution. *Mémoire d'avenir* relate le parcours de cinq d'entre elles.

Rédaction : Isabelle Aristide-Hastir, cheffe du département des Archives privées, Nesma Kharbache, rédactrice en chef de *Mémoire d'avenir*, Romain Le Gendre, chef du département du Minutier central des notaires de Paris, Sylvie Le Goëdec, chargée d'études documentaires à la bibliothèque, Marie-Françoise Limon-Bonnet.
Remerciements à Dominique Naud et à Marie-Édith Enderlé-Naud pour les éléments biographiques sur Christiane Naud.

Édith Thomas (1909-1970)

Une archiviste paradoxale

Issue d'une famille de fonctionnaires, Édith Thomas, diplômée de l'École des chartes en 1931, aurait pu embrasser une carrière classique d'archiviste. Les circonstances et son intrépidité en décidèrent autrement. D'abord interdite d'emploi public pour cause de tuberculose, elle recourt à l'écriture qui deviendra le point fixe de toute sa vie. Journal intime, reportages, romans, poèmes, biographies composent une véritable œuvre. De portée souvent militante, ses écrits sont liés à ses engagements dans la guerre

d'Espagne et la Résistance, contre la guerre d'Algérie ainsi que pour un « humanisme féminin » au service de l'égalité. Ce parcours atypique explique en partie sa relation ambivalente avec les archives, associées à la « poussière », à « l'ennui », mais qualifiées aussi de « refuge » et de « sanctuaire de l'Histoire ». Entrée dans l'institution sous un statut précaire en 1941, affectée à la section ancienne, **elle rejoint la bibliothèque dont elle devient la responsable en 1951.** Nul doute que ce poste, occupé jusqu'à son décès en fonction



© Archives nationales de France

en 1970, aura favorisé les travaux d'historienne qui ont assuré sa notoriété, parmi lesquels les célèbres *Pétroleuses* consacrées aux femmes de la Commune et récemment rééditées. ●

Marie-Antoinette Fleury (1911-2000)

Sauvegarde et richesse des archives notariales



© Archives nationales de France

L'histoire du Minutier central des notaires de Paris est marquée par la grande figure d'Ernest Coyecque (1864-1954). On connaît moins

Marie-Antoinette Fleury qu'il prit sous son aile en 1947 et qui lui succéda. Née en 1911 au Vésinet (Yvelines), elle obtient son diplôme d'archiviste paléographe en 1943. Mais dès 1941, elle travaille à l'Office de documentation sur les monuments historiques. **En 1945, nommée archiviste de la Haute Cour de justice, elle assiste au procès du maréchal Pétain**, événement qui la marque beaucoup. Après le décès d'Ernest Coyecque, elle continue la collecte des archives des notaires parisiens. Elle met l'accent sur les dossiers de clients, dont l'intérêt historique n'est plus

à démontrer aujourd'hui. Mais son rôle ne s'arrête pas là : excellente animatrice d'équipe et paléographe aguerrie, elle met sur pied, avec d'autres femmes comme Mireille Rambaud (1908-1983) ou Madeleine Jurgens (1919-2022), des programmes de dépouillements ambitieux. Ensemble, elles constituent, jour après jour, des fichiers thématiques et nominatifs en dépouillant les minutes du ^{xvi}^e au ^{xviii}^e siècle. De ce travail de bénédictin sont issues plusieurs publications qui font toujours référence. Marie-Antoinette Fleury ne quitte le Minutier que pour partir en retraite, en 1976. ●

Suzanne Fleury d'Huart (1923-2003)

Aisance et efficacité

Suzanne Fleury, baronne d'Huart, avait l'élégance et l'aisance d'une femme du monde au carnet d'adresses bien rempli. Avec elle, le service des archives privées, économiques, du microfilm et du Minutier des notaires de Paris, créé en 1949, devient une section des Archives privées à part entière, dont elle prend la tête en 1964. Archiviste paléographe en 1947, affectée aux Archives nationales en

1949 et **intégrée dans le corps des conservateurs en 1957, elle mène une politique active d'entrée de fonds.** Beaucoup de ces fonds sont très prestigieux : familles de Rohan, de Dampierre, chartier de Castries, archives de Joseph Bonaparte, archives Napoléon et, à partir de 1969, archives de la Maison de France (branche Orléans) déposées par le comte de Paris. En 1974, elle organise l'exposition rétrospective ►



© Archives nationales de France

► sur Louis-Philippe. Suzanne Fleury d'Huart contribue au classement et à l'inventaire de plus d'une centaine de fonds, publie plusieurs inventaires qui font date (chartier d'Uzès, Daru, Rohan-Bouillon, Maison de France), ainsi que

l'état sommaire des fonds de la série AP (archives de personnes et de familles), en 1973. Elle édite aussi des documents conservés dans les fonds qu'elle inventorie (lettres de Napoléon, lettres de Turenne). ●

Repères

De nos jours, les femmes représentent plus de **63 %** des archivistes des Archives nationales.

Chantal Bonazzi (1932-2010)

Du Moyen Âge aux archives les plus contemporaines

Chantal Bonazzi est née de Tourtier à Ferrières (Somme), terre à laquelle elle resta fidèle toute sa vie : elle lui consacra sa thèse, *Les Seigneurs de Picquigny, vidames d'Amiens*. Elle sort major de l'École des chartes en 1954. Dès 1956, après deux années à l'École française de Rome, elle est nommée aux Archives nationales, au département des Services nouveaux. Pendant plus de vingt-cinq ans, elle sert l'institution en collectant et en traitant des dizaines de fonds d'archives privées de première importance. Très sociable, bien de son temps et

fine négociatrice, la médiéviste passe avec talent de l'Ancien Régime à la France républicaine, après un détour par le Premier Empire : archives du maréchal Ney, du général La Fayette, de Joseph Bonaparte, frère aîné de l'empereur Napoléon I^{er}, état des fonds des archives privées... Les Archives nationales lui doivent des entrées remarquables par dons ou dépôts. Chantal Bonazzi contribue ainsi à négocier l'arrivée des Archives Napoléon et, outre l'inventaire, édite les lettres d'amour de Bonaparte et de Joséphine. **En 1983, elle prend la tête de la toute nouvelle Section contemporaine.**



© Archives nationales de France

Elle forme des générations d'archivistes – et d'historiens – au meilleur usage des sources d'archives. Chantal Bonazzi fut une figure souriante et incarnée des Archives nationales. ●

Christiane Naud (1937-2017)

L'alliance des archives et de l'informatique



© DR

Allier archives contemporaines et informatique ? Pas banal pour une femme dans les années 1960 ! Pourtant, Christiane Naud l'a fait, tout au long de sa carrière. Née Lereboullet en 1937, elle s'imprègne du goût de l'histoire par sa mère et de la science par

son père, neurologue. Un terreau fertile pour celle qui se forme à l'École des chartes, promotion 1960. Archiviste parmi les plus innovantes de sa génération, Christiane Naud commence sa carrière aux Archives de la Seine comme directrice adjointe d'Yves Pérotin. Sous son inspiration, elle s'intéresse à l'automation du classement des archives avec, à l'époque, des cartes perforées... Elle rejoint les Archives de la Sarthe en 1965, où elle déploie avec son mari, Gérard Naud, des méthodes novatrices pour traiter les masses d'archives contemporaines. Directrice adjointe du Centre des Archives nationales de Fontainebleau (Seine-et-Marne) à partir de 1983, elle met en œuvre

une vision audacieuse : utiliser l'informatique pour traiter les archives contemporaines, issues des administrations. Elle crée la première base de données, PRIAM* 3, qui recense les archives versées. **Jusqu'à sa retraite, en 1995, elle développe une approche scientifique de l'analyse des archives contemporaines**, en s'inspirant des pratiques de traitement des archives médiévales. Décédée en 2017, Christiane Naud a transmis sa passion et marqué le métier de son empreinte : aujourd'hui, l'informatique est devenue incontournable pour assurer une administration efficace des fonds d'archives. ●

* Préarchivage informatisé des archives des ministères.

CÉLÈBRES OU ANONYMES

Sur les traces

des femmes dans les archives...



▲ Le 16 mai 1991, Édith Cresson pose avec son gouvernement sur le perron de l'Élysée, aux côtés du président de la République François Mitterrand (AG/5(4)/SPH73/7182). Elle quitte sa fonction de Première ministre le 2 avril 1992. © Archives nationales de France

Lutte féministe et constitution d'archives vont de pair: montrer la place des femmes dans l'histoire nécessite d'identifier et de constituer des sources. En 2025, 10 % des fonds des Archives nationales proviennent de l'activité de femmes connues. Des milliers de dossiers documentent la vie de femmes sans titre officiel. Faire émerger ces documents reste un enjeu historique et sociétal.

Par Sylvie Le Goëdec, chargée d'études documentaires à la bibliothèque des Archives nationales, et Maiwenn Bourdic, responsable de fonds d'archives au département de la Justice et de l'Intérieur

Les femmes dans l'État: des pionnières à nos jours

Les Archives nationales conservent les fonds du pouvoir exécutif – gouvernement, grands corps de l'État – révélateurs de la difficile accession des femmes à des postes à responsabilité, notamment ministériels. Françoise Giroud (1916-2003) et Simone Veil (1927-2017) sont les premières à transmettre des archives de cabinet pour la période 1974-1976, en tant que secrétaire d'État à la condition féminine

et ministre de la Santé. Édith Cresson est, elle, la première femme nommée à des portefeuilles jusque-là réservés aux hommes: l'agriculture en 1981, le commerce extérieur en 1983, les affaires européennes en 1988 et, surtout, « Premier ministre » en 1991. Les archives de leurs collaborateurs directs (secrétariat, conseillers techniques, membres de leurs cabinets) témoignent de leur action politique et des obstacles surmontés. Depuis 2012, la parité, devenue

de règle dans la composition du gouvernement, se traduit par des entrées régulières de fonds d'archives de ministres femmes. Parmi les plus récents: les dossiers papier d'Agnès Buzyn à la Santé (2017-2020), et électroniques de Najat Vallaud-Belkacem, à l'Éducation (2014-2017). L'État est aussi un employeur qui produit de nombreux dossiers de carrière. Ceux-ci documentent les « premières » dans des métiers traditionnellement masculins, à l'image des dossiers des premières

Comment écrire l'histoire des femmes avec les Archives nationales?

Pour les généalogistes à la recherche d'une ancêtre et les chercheurs constituant un corpus genré, trois formulaires de recherche sont disponibles en salle de lecture virtuelle.

- **Les notices de producteurs** pour accéder à 425 notices décrivant des fonds (publics et privés) issus de l'activité de femmes ou les concernant.
- **Les dossiers nominatifs** pour effectuer une recherche par nom et/ou prénom, statut ou métier (épouse, marchande...), et faire ressortir

plus de 30 000 dossiers à l'interrogation « sexe : femme » dans la recherche libre.

- **Les archives des notaires de Paris** pour identifier les « clientes » mentionnées dans les actes notariés parisiens ou les notaires parisiennes.
- **Les jeux de données** sur culture.data.gouv.fr fournissent des listes nominatives genrées (par exemple : « Chômeurs artistiques de Paris et sa petite couronne » ou « Imprimeurs, libraires et lithographes au XIX^e siècle »).

femmes commissaires de police ou des sous-préfètes et préfètes, apparues à l'orée de la seconde moitié du XX^e siècle. Des dates qui rappellent que l'accès des femmes à ces fonctions est récent et ne constitue toujours pas une évidence.

Des femmes engagées : portraits en archives

Les combats des féministes militantes du XX^e siècle transparaissent dans les fonds privés, donnés ou déposés aux Archives nationales. On y trouve des traces de leur vie personnelle et de leur biographie, mais, surtout, de leur militantisme, incarné dans une action publique ou dans une œuvre : dossiers de travail, articles, correspondance, interviews, etc. Ces femmes peuvent être résistantes comme Geneviève Anthonioz-De Gaulle (1920-2002), historiennes comme Madeleine Rebérioux (1920-2005) et Michelle Perrot, journalistes comme Geneviève Tabouis (1892-1985) et Georgette Elgey (1929-2019), syndicalistes comme Hélène Brion (1882-1962) et Louissette Battais ou avocate comme Gisèle Halimi (1927-2020). Émergent aussi, au sein des fonds de famille ou de « couple », les destins de femmes qui ne sont pas des féministes déclarées. C'est le cas de la femme de lettres Adélaïde de Souza (1761-1836) qui est présente dans le fonds de la famille Flahaut, de la peintre Georgette Agutte (1867-1922) dans le fonds de son mari, le député Marcel Sembat, ou de Jeannette Vermeersch (1910-2001) dans les

archives de son époux, le dirigeant communiste Maurice Thorez. Au-delà de figures emblématiques, les fonds d'associations – par exemple, l'Association française des femmes diplômées des universités ou le Parti féministe unifié – rappellent que les femmes recourent souvent à l'action collective pour défendre leurs droits.

Femmes anonymes et parcours de vie

Au cours des deux derniers siècles, les administrations des ministères ont créé des milliers de dossiers individuels : suivi de scolarité, attribution de décoration, demande de naturalisation ou surveillance de militants politiques... Les documents à caractère personnel (photographies, lettres, état civil) y côtoient les formulaires administratifs et la documentation (coupures de presse, tracts, etc.) De leur côté, les notaires parisiens

ont établi des actes – de vente, de mariage, de notoriété... – qui citent, eux aussi, des milliers de noms. L'ensemble fournit une mine d'informations repérable par les prénoms féminins signalés dans les inventaires nominatifs ou grâce à des critères comme la civilité (veuve, épouse, comtesse) ou la profession. C'est ainsi qu'émergent 5 800 « Eugénie » ou 2 102 « Louise » des dossiers décrits.

Ces archives ouvrent sur autant de parcours de vie singuliers de femmes qui, aujourd'hui oubliées, ont pu marquer leur temps. Citons, par exemple, celui d'Adélaïde Josse née Lozier, libraire et imprimeuse à Fougères (Ille-et-Vilaine) au milieu du XIX^e siècle, de la couturière Marie Renaudon, originaire de l'Allier, victime du coup d'État de Louis Napoléon en 1851, ou d'Anna Estorges, alias Rirette Maîtrejean, célèbre anarchiste de la Belle Époque, surveillée pour ses activités politiques. ●



▲ Dans le fichier central de la Sûreté nationale, dossier au nom d'Anna Estorges (1887-1968), alias Rirette Maîtrejean (19940443/79, dossier n° 7579). Anarchiste, elle fut impliquée dans l'affaire de la bande à Bonnot, qui mêlait politique et criminalité. © Archives nationales de France

HÔPITAL DES QUINZE-VINGTS

Sept cents ans d'histoire

des aveugles et de l'ophtalmologie

Fin juillet 2025, les Archives nationales ont accueilli les archives historiques de l'hôpital national d'ophtalmologie, dit des « Quinze-Vingts ». Un ensemble remarquable qui s'étend de 1260 aux années 1960. Ce fonds complète les archives de l'établissement hospitalier déjà versées aux Archives nationales.

Par Jean-François Moufflet, responsable de fonds au département du Moyen Âge et de l'Ancien Régime, et Vanessa Szollosi, cheffe du pôle Affaires sociales au département Éducation, Culture, Affaires sociales

En juillet dernier, de nouvelles archives de l'hôpital national d'ophtalmologie ont rejoint les Archives nationales. Un fait marquant pour l'histoire de la santé, en France. En effet, sous l'Ancien Régime, les « Quinze-Vingts » sont un établissement de charité destiné à abriter les pauvres aveugles de Paris.

Sous l'impulsion de Saint Louis (1226-1270), l'hospice est refondé, doté de statuts et d'un nouvel emplacement rue Saint-Honoré. La partie ancienne du fonds s'ouvre avec la bulle pontificale du pape Alexandre IV de 1260, encourageant les donateurs à soutenir l'établissement.



◀ Refondé au XIII^e siècle, l'hôpital des Quinze-Vingts regorge d'archives anciennes qui retracent son histoire et celle de l'ophtalmologie.
© Renaud Wailliez

En 1779, les Quinze-Vingts, sous la conduite du cardinal de Rohan, grand aumônier de France, déménagent à leur emplacement actuel, rue de Charenton. Un important dossier, contenant esquisses

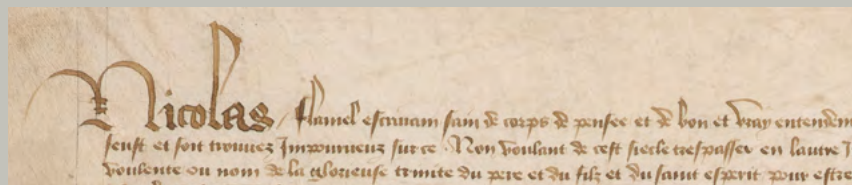
et plans, permet de suivre cette étape décisive. Après la Révolution, l'hospice des Quinze-Vingts devient un établissement de bienfaisance, placé sous l'autorité du ministère de l'Intérieur. Il héberge les aveugles valides et leurs familles. L'infirmerie est réservée aux pensionnaires malades, sans soins possibles pour les malades externes. La première clinique ouverte à tous est créée en 1880 sous l'impulsion du docteur Fieuzal. Les Quinze-Vingts, hospice et clinique, sont rattachés au ministère de la Santé en 1920. Les bâtiments sont totalement reconstruits de 1951 à 1975. Ces archives, qui complètent celles déjà versées depuis 1979, retracent ainsi les relations des Quinze-Vingts avec leurs bienfaiteurs et tutelles. Elles permettent de faire l'histoire des différents bâtiments. Elles donnent aussi un aperçu de la vie quotidienne des pensionnaires, patients et personnels jusqu'au milieu du XX^e siècle. ●

ZOOM SUR...

Le testament de Nicolas Flamel

Parmi les documents remarquables du fonds des Quinze-Vingts figure le testament de Nicolas Flamel, savant bourgeois décédé en 1418. Son auberge, située rue de Montmorency, est réputée être l'une des plus anciennes maisons de Paris.

Très fortuné, Nicolas Flamel devint surtout connu pour sa réputation d'alchimiste, pourtant forgée bien après sa mort. Ce mythe mérite d'être éclairci : son testament sera prêté au musée de Cluny, à Paris, fin 2026, pour l'exposition intitulée *Nicolas Flamel, entre histoire et légende*.



© Archives nationales de France

SOUTIEN À LA RECHERCHE

Une bourse pour faciliter la découverte et l'accès aux sources

Les Archives nationales et la Société des amis des Archives de France (SAAF) se sont associées pour créer une bourse d'études. Un coup de pouce bienvenu pour les jeunes chercheurs qui explorent les fonds d'archives. Rencontre avec les deux lauréats.

Entretiens réalisés par Nesma Kharbache, rédactrice en chef



Nathan Colombo Valette,
22 ans, né à Dole

Étudie à Paris | Panthéon-Sorbonne - Master Histoire des sociétés contemporaines.



Théo Behra,
26 ans, né à Belfort

Étudie à Strasbourg | Doctorant en histoire contemporaine - Laboratoire Arche (Arts, civilisation, histoire de l'Europe).

Comment êtes-vous venu à l'histoire ?

Nathan Colombo Valette :

D'abord par mes enseignants, puis mes parents lors de visites culturelles et historiques dans mon département. Le tournant décisif, c'est la rencontre de mon meilleur ami, issu d'une famille passionnée d'histoire.

Théo Behra : Dès ma licence, j'ai développé un vif intérêt pour l'histoire de ma région, son passé économique et industriel. Un attrait transmis par les enseignants-chercheurs du Centre de recherches sur les économies, les sociétés, les arts et les techniques (Cresat).

Sur quoi porte votre recherche ?

T. B. : Ma thèse s'intéresse à la fraude et à la contrebande dans le Rhin supérieur, entre 1815 et 1870. J'essaie de comprendre comment ces échanges illicites s'inscrivent dans l'économie frontalière et reflètent les transformations économiques de l'époque.

N. C. V. : Je travaille sur la ligne de démarcation durant l'Occupation (1940-1944). Elle s'étendait sur 110 kilomètres dans le Jura.

Qu'est-ce qui a motivé ce choix ?

N. C. V. : Le pont de Parcey – point de passage de la démarcation – que je traversais tous les jours, enfant ! C'est intéressant de remettre en lumière la mémoire de la ligne à travers une histoire sensible, celle des habitants qui ont vécu et expérimenté cette démarcation.

T. B. : Ce sujet a surgi lors de mes recherches aux archives départementales. J'ai constaté que les rapports de police évoquaient beaucoup de cas de contrebande (textile, tabac, poudre à feu...) en Alsace.

Quelle aide cette bourse vous apporte-t-elle ?

T. B. : Doctorant de 3^e année non financé, elle rembourse mon transport et me permet de consacrer du temps à ma recherche. En effet, mon corpus d'archives se situe en Alsace, en Allemagne et aux Archives nationales !

N. C. V. : Elle rembourse mon transport. Et m'évite de choisir entre travailler pour subvenir à mes charges ou me consacrer à mes recherches archivistiques...

À savoir

En 2025, les Archives nationales ont inauguré, avec la Société des amis des Archives de France (SAAF), un nouveau dispositif d'encouragement à la recherche. Il octroie deux bourses, l'une à un étudiant en master 2 et l'autre à un étudiant en thèse de doctorat. La dotation s'élève respectivement à 1000 et 2 000 euros. Elle vise à faciliter la découverte et l'accès à des sources conservées aux Archives nationales pour des travaux universitaires. Le jury, présidé par la directrice des Archives nationales, a choisi les lauréats en septembre 2025.

Quelles recherches allez-vous mener aux Archives nationales ?

N. C. V. : Sur les conseils de la cheffe du département de la Justice et de l'Intérieur, j'explore le fichier central de police administrative, ouvert en 1941. J'étudie ses dossiers nominatifs : demandes de laissez-passer, infractions sur la ligne de démarcation...

T. B. : La série F/12 – qui porte sur les archives financières sur le commerce et l'industrie, à partir du XVIII^e siècle – est très prometteuse pour moi. ●



*Le classique,
une culture
populaire
au sens noble
du terme* »

Zahia
Ziouani

© Patrick Fouque

Zahia Ziouani est une musicienne déterminée. Elle a créé son ensemble symphonique à l'âge de 20 ans! Divertimento se produit désormais dans le monde entier, dans les plus grandes salles dédiées à la musique classique et... au Stade de France. La cheffe d'orchestre garde une profonde attache aux territoires éloignés de l'offre culturelle et à la mixité sociale.

Entretien réalisé par Nesma Kharbache, rédactrice en chef

Vous avez fondé l'orchestre Divertimento en 1998, à l'âge de 20 ans. Pourquoi créer votre propre ensemble aussi jeune?

À l'époque, je commençais à diriger, mais c'était difficile pour une femme d'accéder à la direction d'un orchestre, ce qui est encore le cas malheureusement. En même temps, j'enseignais à Stains (Seine-Saint-Denis) et au conservatoire

du 9^e arrondissement de Paris. À partir de ces expériences ont surgi mes propres idées pour fonder un orchestre. J'avais envie d'en faire un lieu de rencontre et de partage, de faire évoluer l'image de la musique classique dans le monde musical et auprès du grand public. Ma première décision a été de créer et d'installer cet orchestre en résidence

en Seine-Saint-Denis. C'était un choix fort et symbolique. Bien sûr, la musique classique vit dans les grands lieux prestigieux, mais la vie musicale ne se passe pas qu'à l'Opéra ou à la salle Pleyel, à Paris. Pour moi, le classique est aussi une culture populaire au sens noble du terme : cette musique peut se déployer dans d'autres endroits et être partagée par tout le monde!

Les archives ont-elles été une source de documentation pour construire votre répertoire, qui croise divers styles musicaux, notamment les musiques méditerranéennes?

Au tout début de ma carrière, j'ai cherché pas mal de répertoires pour l'orchestre. Mais, jeune

Divertimento en concert

Université Paris 8, Montreuil, Soisy-sous-Montmorency, Narbonne, Perpignan, Foix... Les dates des prochains concerts sont à consulter ici : orchestre-divertimento.com

cheffe, je disposais de peu de moyens pour monter des programmes symphoniques. J'ai donc consulté des archives à la Bibliothèque nationale de France et aux Archives nationales. Je m'intéressais aux œuvres de compositrices et compositeurs français, ainsi qu'à la musique du début du ^{xx}^e siècle. Mon lien avec les Archives s'est tissé lors de ces recherches qui ont nourri la ligne artistique que je voulais développer autour des musiques de la Méditerranée. Les rencontres avec les autres cultures ont forgé la richesse de notre patrimoine musical. Aujourd'hui, elles irriguent les œuvres de la musique française parmi les plus célèbres, comme le *Boléro* de Ravel, inspiré par la culture espagnole, ou *Samson* et *Dalila* de Saint-Saëns, l'un des opéras les plus joués au monde, influencé par la culture algérienne. Avec mon orchestre, nous montrons ce cheminement. C'est ce travail que j'ai voulu exprimer au Stade de France, lors de la clôture des Jeux olympiques et paralympiques 2024, à un moment où la France accueillait toute la planète !

Divertimento intervient auprès de publics souvent éloignés de la culture. Qu'est-ce qui motive votre démarche ?

Divertimento est invité par les plus grandes salles comme la Philharmonie, à Paris, les scènes nationales et internationales, mais mon orchestre reste très présent dans les territoires fragilisés. Je le veux ouvert à toutes et tous, car je tiens beaucoup à cette mixité sociale. J'essaie d'être au plus près des habitants, dans des villes populaires comme Sevran

ou Clichy-sous-Bois, dans les banlieues de Grenoble ou de Perpignan, des petites villes comme Foix ou Allonnes... J'ai souvent entendu ce discours : « *Le classique n'est pas une musique faite pour ces publics. Ça ne les intéressera pas.* » Mais tout le monde doit pouvoir accéder à l'excellence, à des musiques de qualité dans son territoire. Il faut prendre le temps d'aller dans des structures de proximité, là où les gens vivent : écoles, centres sociaux, maisons de quartier... Cela crée du lien avec ces publics. Ensuite, on peut les amener dans les salles où nous nous produisons, parmi les mélomanes et un public plus averti. Ces lieux prestigieux leur appartiennent aussi !

Divertimento partage avec les Archives nationales cette implication culturelle et éducative en Seine-Saint-Denis. Que souhaitez-vous apporter à ce territoire, l'un des plus pauvres de France ?

C'est là que j'ai grandi, là où j'habite. Je veux contribuer à en faire un territoire aussi riche et aussi inspirant que n'importe quel autre. J'ai envie que, demain, des gens se disent aussi facilement « *Tiens, je vais aller écouter un concert à Stains* » que s'ils allaient à la Philharmonie ou à l'Opéra. On peut en faire un département d'excellence, et j'y prends ma part avec la musique symphonique, petit à petit. Ce qui ne m'empêche pas de mener aussi ma carrière partout dans le monde. Mais, voilà, ce département, j'y tiens beaucoup !

En 2018, vous aviez participé à notre opération « Aux Archives, citoyennes ! » sur la place

des femmes dans les documents d'archives. Quel souvenir gardez-vous de votre prestation sur le site pierrefittois des Archives nationales ?

C'était dans le cadre des Journées européennes du patrimoine. J'en conserve un très bon souvenir, fort et ému. Divertimento a joué plusieurs fois là-bas, dont une fois à l'extérieur sur la terrasse, devant un public venu des villes alentour. C'était un moment festif comme on les apprécie en Seine-Saint-Denis, c'est-à-dire ouvert à tout le monde. Un concert qui rassemble des publics très divers, où les classes sociales et les âges se mêlent. Bref, un moment populaire en plein air comme je les aime !

► Lire la suite de l'interview :



Bio express

Zahia Ziouani est née à Paris, en 1978, de parents algériens férus de musique classique. Elle débute la musique à Pantin, en Seine-Saint-Denis, où la famille s'est installée. À 17 ans, elle étudie la direction d'orchestre auprès du chef d'orchestre roumain Sergiu Celibidache. Trois ans plus tard, elle fonde Divertimento, son orchestre symphonique. En 2008, Zahia Ziouani crée l'Académie Divertimento. Sa vocation : accompagner les futurs musiciens aux différentes étapes de leur parcours professionnel, qu'ils le poursuivent en tant que musiciens ou non. Sur son parcours, voir le film *Divertimento* de Marie-Castille Mention-Schaar (2023).

► En savoir plus : orchestre-divertimento.com

CONSULTATION DES ARCHIVES

Des espaces de lecture physiques et virtuels pour le XXI^e siècle

En 2013, les Archives nationales ont ouvert deux nouveaux espaces de consultation. Leur particularité ? L'un, à Pierrefitte-sur-Seine, comprend des salles physiques, l'autre est virtuel. Après une première partie sur les salles de lecture du site historique de Paris dans le n° 60, *Mémoire d'avenir* raconte ici leur histoire croisée.

Par Agnès D'Angio-Barros, responsable du département de l'Accueil des publics du site de Pierrefitte, et Thomas Van de Walle, directeur du Numérique et de la Conservation



▲ Les lecteurs accèdent aux documents originaux en salle de lecture. © Carole Bauer/Archives nationales de France

Des salles physiques et en ligne conçues ensemble

Le 9 mars 2004, le président de la République annonce la décision de construire un centre d'archives supplémentaire à Pierrefitte-sur-Seine (Seine-Saint-Denis). Ce grand projet est l'occasion d'une refondation des Archives nationales.

L'institution lance de nouveaux chantiers archivistiques et scientifiques, dont les calendriers se coordonnent avec celui de l'opération immobilière. Parmi eux, la refonte des outils numériques prévoit l'informatisation de toutes les procédures liées à la consultation physique et à distance des documents d'archives. Le nouveau système interne d'information archivistique doit dialoguer avec la « salle

des inventaires virtuelle » (SIV), nouvel outil créé sur Internet.

Cette SIV propose deux fonctionnalités majeures :

- **un moteur de recherche** permettant d'explorer les inventaires d'archives de l'institution – une visionneuse aide à consulter les archives numérisées mises en ligne ;
- **un « espace personnel »** permettant aux internautes d'accéder à différents services dématérialisés (réservation d'archives, demandes d'aide à la recherche, demandes de reproductions, etc.).

Une déclinaison de la SIV est installée dans les salles de lecture physiques des Archives nationales. Cet outil de médiation ne cesse de s'enrichir en nouveaux inventaires et en nouvelles archives numérisées.

Les salles de consultation physiques

Le bâtiment de Pierrefitte-sur-Seine, conçu par l'architecte italien Massimiliano Fuksas, ouvre au public, le 21 janvier 2013. Le président de la République l'inaugure le 11 février : « *Le choix de Pierrefitte exprime une volonté d'ouverture à tous les publics, ce qui est le sens même de la création des archives sous la Révolution française* », relèvera François Hollande. Symboliquement et pragmatiquement, la salle des inventaires – qui compte 84 places – est en libre accès et sans inscription. L'enjeu ? Faciliter la venue des publics concernés par des recherches administratives ou personnelles. Les deux salles de consultation



◀ Espace des usuels.
© Carole Bauer/Archives nationales de France

des lecteurs sont des chercheurs, 30 % des généalogistes et des professionnels liés aux recherches de droits et 30 % des particuliers. Quant aux lecteurs étrangers, ils représentent entre 15 et 20 % du public. Ils viennent principalement des États-Unis, du Royaume-Uni, d'Allemagne et d'Italie.

L'accès sécurisé à distance

Si la fréquentation dans leurs salles de consultation physiques reste stable, les Archives nationales souhaitent élargir leur public en ligne. C'est pourquoi, en 2023, elles ouvrent une nouvelle fonctionnalité d'importance sur la SIV : un « accès sécurisé à distance ».

Associé à des mécanismes de vérification d'identité comme France Connect, cet accès sécurisé permet de mettre à disposition des inventaires et des archives numérisées dont la diffusion n'est pas libre. À cette occasion, la SIV change de nom et devient la « salle de lecture virtuelle » (SLV). Toutefois, pionnière en 2013, la SLV montre désormais quelques signes de vieillissement. Son ergonomie, son accessibilité, la qualité de ses services ne sont plus au goût du jour. Elles ont perdu en performance. Conscientes de cette situation, les Archives nationales vont lancer un processus pour la remplacer par un nouvel outil. ●

◀ Depuis 2013, la consultation d'archives peut se faire en ligne grâce à la salle de lecture virtuelle.
© Kloran Asselas/Archives nationales de France

de documents, conçues dès l'origine pour cet usage, sont accessibles sous condition (carte de lecteur valide, passage aux vestiaires et contrôle des lecteurs en entrée et sortie de salles) :

- **La salle de lecture**, dédiée à la consultation des documents originaux, a été aménagée par l'architecte et designer Doriana Fuksas. Elle comprend 160 places, plus 12 places pour les cartes et plans. Dotées de prises réseau et d'alimentation électrique, les tables sont organisées par groupe de quatre lecteurs. Chacun dispose d'un chariot individuel pour le transport de ses cartons d'archives. Des scanners sont en libre accès.
- **La salle de consultation des microfilms**, située en mezzanine de la salle des originaux, accueille 50 places et comprend des lecteurs-numériseurs.

Les publics

Le site de Pierrefitte conserve les fonds d'archives publiques depuis la Révolution française. On y trouve aussi les fonds d'archives d'origine privée, toutes périodes confondues, les archives nativement numériques, les archives orales et audiovisuelles, les fonds privés d'architectes, les dossiers nominatifs du xx^e siècle (carrière, accidents du travail, naturalisation, etc.). Cette grande diversité explique la répartition assez homogène du public reçu dans les salles de lecture de Pierrefitte : 40 %



Chiffres clés

Les salles de lecture de Pierrefitte, en 2024

17 347 lecteurs en salle de lecture des originaux
1 992 lecteurs en salle des microfilms
64 958 documents communiqués
6 302 microfilms communiqués

La salle de lecture virtuelle, en 2024

30 199 inventaires en ligne
13 567 467 documents numérisés en ligne
900 000 visites
8 000 000 de pages vues

LIRE, ÉCOUTER, VOIR



À VOIR

Des Amérindiens à la cour de Louis X

Le château de Versailles, avec le musée du Quai Branly-Jacques Chirac, présente l'exposition *1725. Des alliés amérindiens à la cour de Louis XV*, jusqu'au 3 mai prochain. Une plongée dans l'univers des sociétés autochtones de la vallée du Mississippi au tournant du XVIII^e siècle, à l'époque où les Français s'installent dans cette vaste région. À cette occasion, les Archives nationales prêtent trois cartes rares du XVIII^e siècle. Elles représentent les territoires occupés par les nations amérindiennes et les alliances conclues avec la France, dans un contexte de rivalités entre puissances coloniales européennes.



▲ Carte de la province de la Louisiane (autrefois dite « le Mississippi »), aux armes du maréchal duc de Belle-Isle, ministre de la Guerre, en 1746 (AE/II/1768/BIS. Cote d'origine : CP/N/III/Louisiane/1/3).
© Archives nationales de France

DATES: jusqu'au 3 mai 2026.

LIEU: château de Versailles - Place d'Armes - 78000 Versailles.



À VOIR

De la demande à la consultation : parcours d'un document d'archives en vidéo

Que se passe-t-il lorsqu'un lecteur souhaite consulter des documents des Archives nationales sur le site de Paris ? En coulisses, une véritable chaîne logistique, humaine et matérielle, se met en marche. Une fois saisie par le lecteur dans la salle de lecture virtuelle, sa demande de communication est transmise aux magasiniers qui localisent les boîtes concernées dans les magasins. Après vérification de leur état matériel, ils les acheminent vers des points de collecte. Là, les magasiniers de la salle de lecture les rassemblent à l'aide de chariots motorisés, puis les convoient jusqu'en salle de consultation et les remettent au lecteur. Chaque consultation résulte ainsi d'un savoir-faire discret, mais essentiel ! Un parcours à découvrir en vidéo.



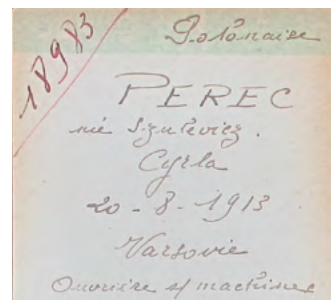
À VOIR

Georges Perec, de l'archive familiale au texte littéraire

À partir du 21 février, aux Archives de Paris, s'ouvre l'exposition *Georges Perec. Lieux d'archives, traces d'enfance*, consacrée aux origines et à l'enfance de l'écrivain (1936-1982). Cette exposition met en regard des extraits de ses textes avec les documents d'archives qui les ont inspirés. Les Archives nationales prêtent 26 documents, dont les fiches d'internement au camp de Drancy de membres de la famille de Georges Perec.

DATES: du 21 février au 23 mai 2026.

LIEU: 18, bd Sérurier - 75019 Paris.



▲ Fiche d'internement au camp de Drancy de la mère de Georges Perec, Cyrla Perec, née Szulewicz, datée du 23 janvier 1943.
© Archives nationales de France